

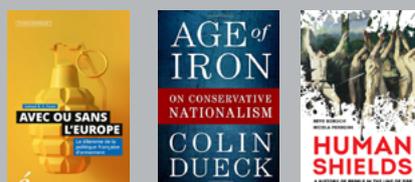
[VIE DE L'IRSEM \(p. 1\)](#)

Équipe, Dernières publications de l'IRSEM, Le Collimateur (le podcast de l'IRSEM), Projet ANR ARMY, Prix, Événements, Actualité des chercheurs, Actualité des chercheurs associés et des doctorants résidents

[VEILLE SCIENTIFIQUE \(p. 16\)](#)

États-Unis, Sécurité internationale

[BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE \(p. 19\)](#)



[À VENIR \(p. 21\)](#)

VIE DE L'IRSEM

ÉQUIPE

L'IRSEM souhaite la bienvenue à Mathilde WAUTIER qui a rejoint l'équipe du soutien à la recherche en tant que chargée de communication interne.



Mathilde n'est pas une inconnue à l'IRSEM où elle a été apprentie chargée de communication (2019-2020).

Aujourd'hui titulaire d'un Master en communication événementielle et digitale de l'IAE d'Orléans, elle compte trois années d'expérience en tant qu'assistante chef de projets et chargée de communication tant dans le secteur privé, où elle a organisé des événements pour des entreprises du CAC 40, que dans le secteur public (institutions nationales de Santé et de Défense).

DERNIÈRES PUBLICATIONS DE L'IRSEM



Brève stratégique n° 12 – 4 novembre.

« [L'implication de l'armée israélienne dans la gestion de la pandémie de Covid-19](#) », par Amélie FÉREY, 2 p.

Le bilan positif d'Israël dans la gestion de la première vague de la pandémie de Covid-19 s'est considérablement dégradé au cours de l'été. À l'annonce du reconfinement de sa population, Benjamin Netanyahu est accusé de ne pas protéger suffisamment l'économie et de faire preuve de laxisme envers les communautés ultra-orthodoxes. Dans ce contexte, l'armée israélienne, plébiscitée par la population, apparaît comme le seul acteur capable de gérer la crise face à des institutions civiles affaiblies.



Note de recherche n° 107 – 5 novembre.

« [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », par François DELERUE, Édouard JOLLY, Léa MICHELIS, Anne MUXEL, Florian OPILLARD et Angélique PALLE, 20 p.

La mobilisation des armées dans la gestion de la crise sanitaire liée à la Covid-19 participe à la lutte contre la pandémie. En Europe, les États les ont sollicitées surtout en soutien logistique et sanitaire, mais elles ont aussi, dans certains pays, participé à des tâches relevant de la sécurité publique (maintien de l'ordre ou contrôle des frontières).

Cette note présente un premier état des lieux des missions qu'elles ont assumées auprès des populations civiles en comparant la nature des interventions menées, les effectifs déployés, et le dimensionnement des opérations, en France, en Allemagne, en Suisse, en Italie et aux États-Unis. Dans la période récente, le périmètre des missions incombant aux armées s'est indéniablement élargi et celles-ci doivent régulièrement apporter, en appui des moyens civils, leur soutien et leurs compétences dans des situations de catastrophes naturelles, humanitaires et sanitaires. La pandémie de Covid-19 en est une nouvelle illustration.



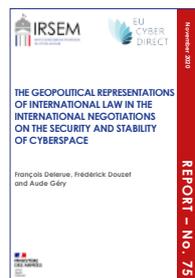
Étude n° 75 – 10 novembre.

(Coédition avec EU Cyber Direct)

« [Les représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace](#) », par François DELERUE, Frédéric DOUZET et Aude GÉRY, 67 p.

Le droit international et les normes de comportement responsable sont au cœur des discussions onusiennes sur les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale. L'objet de cette étude est donc d'analyser – et de donner des pistes de réflexion sur – la place du droit international dans le cadre des deux processus en cours à l'ONU – le Groupe de travail à composition non limitée (GTCNL) et le Groupe d'experts gouvernementaux chargés d'examiner les progrès de la téléinformatique dans le contexte de la sécurité internationale (GEG) – et d'explicitier la façon dont le droit international est instrumentalisé dans les présentes négociations.

Cette étude est composée de trois parties. Dans un premier temps, elle expose dans quel contexte sont nés ces deux processus et quels sont leurs mandats respectifs et la place qu'y tient le droit international. Dans un deuxième temps, elle s'intéresse aux ambiguïtés et conséquences associées à la distinction établie entre normes de comportement et droit international. Enfin, la dernière partie se concentre sur l'interprétation de certaines règles de droit international que sont, d'un côté, les réponses autorisées par le droit international en réaction à une cyberopération et, de l'autre côté, le principe de souveraineté, et analyse les motivations géopolitiques qui la sous-tendent.



Report No. 75 – 10 novembre.

(Coédition with EU Cyber Direct)

« [The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace](#) », by François DELERUE, Frédéric DOUZET and Aude GÉRY, 63 p.

International law and norms of responsible behaviour are at the heart of the discussions at the United Nations (UN) on Developments in the Field of Information and Telecommunications in the Context of International Security. The purpose of the present study is, therefore, to analyse – and provide food for thought on – the place of international law within the framework of the two processes underway at the UN, the Open-Ended Working Group (OEWG) and the Group of Governmental Experts on Developments in the Field of Information and Telecommunications in the Context of International Security (GGE). It will also explain how international law is being instrumentalised in the present negotiations.

The study is comprised of three parts. First, it sets out the context in which these two processes arose, their respective mandates, and the place of international law in their work. Secondly, it examines the ambiguities and consequences associated with the distinction between norms of responsible behaviour and international law. Finally, the last part focuses on the interpretation of certain rules of international law, such as, on the one hand, the responses authorised by international law in reaction to a cyber operation and, on the other hand, the principle of sovereignty. The study then analyses the geopolitical motivations behind this.



Étude n° 76 – 13 novembre.

(Coédition avec le SHD)

« La collecte de la mémoire combattante au sein des forces armées (États-Unis, France) », par Christophe LAFAYE, 80 p.

Produire un retour d'expérience (RETEX) au sein de l'institution militaire néces-

sité de s'intéresser à la diversité et à la transversalité des expériences humaines (des soldats jusqu'aux généraux, des ennemis, des populations civiles, etc.) Ce qui apparaît fondamental pour le monde militaire s'avère essentiel dans le domaine des études de la guerre. Où se situe la réalité de l'expérience que l'on souhaite analyser ? Quelles sources sont mobilisables pour étudier spécifiquement l'expérience combattante et quelles sont leurs modalités d'élaboration ? Cette étude souhaite mettre en lumière les sources permettant de travailler sur la mémoire combattante, en distinguant les modes de collecte pratiqués aux États-Unis et en France. Le développement exponentiel des archives personnelles numériques produites par les combattants sur le théâtre d'opération (journaux personnels, vidéos, photos, documents de travail, courriels, etc.) et le problème de leur conservation, imposent une collecte volontariste de ces précieuses données au risque de les voir disparaître. Pour répondre à ce défi pour les armées comme pour la recherche, de nouvelles pistes doivent être explorées comme une collecte *in situ* sur le champ de bataille ou immédiatement après le retour des militaires des théâtres d'opérations.



Research Paper No. 109 – 19 novembre.

« US-Russia relations in the Trump era: domestic polarization and foreign policy », by Giovanna DE MAIO and Emmanuel DREYFUS, 14 p.

During Donald Trump's presidency, US-Russia relations significantly worsened. On top of the tensions over the

Ukrainian and Syrian crises, new ones have emerged in other areas, from arms control to geopolitical power politics in the "Greater Middle East". Through an analysis of the main drivers of the relations between the US and Russia over the past four years, this paper explores how the US domestic polarization over how to deal with Russia resulted in ineffective sanctions, weakened cooperation on arms control, and ultimately allowed Russia to gain geopolitical room in the Middle East and North Africa (MENA) and to continue strengthening its ties with China. The first part of this paper retraces the evolution and polarization of the debate on Russia in the United States, while the second discusses how such trends have resulted in sanctions being the main US foreign policy tool towards Russia. After providing an overview of the impact of the standoff with Russia on arms control, this study shows how the US intervention fatigue has given Russia greater room for actions in the MENA region, but also how deteriorating relations between Moscow and Washington ultimately facilitated more solid relations between Moscow and Beijing. Lastly, this paper discusses the main challenges ahead in the bilateral relation in light of Joseph Biden's recent election as president of the United States.



Note de recherche n° 108 – 18 novembre.

« Le rôle d'architecte des connaissances des grandes entreprises de défense », par Cécile FAUCCONNET, 12 p.

Cette note de recherche analyse le processus d'innovation au sein des entreprises de défense sous l'angle original des combinaisons de connaissances. Elle

visé à comprendre la manière dont les spécificités liées à la production militaire influencent l'architecture des connaissances au sein des entreprises. À l'aide d'une étude statistique préliminaire des données de brevets, nous mettons en avant une différence entre les pratiques des entreprises civiles et des entreprises de défense. Plus précisément, les entreprises de défense sont en moyenne plus exploratrices de combinaisons technologiques originales et plus exploitantes de liaisons usuelles que les entreprises civiles.



Research Paper No. 105 – 23 novembre.

« Media accounts of female terrorism. The case of the "Commando of Notre-Dame" », by Camille BOUTRON, 13 p. (traduction de la Note de recherche n° 105, parue le 22 septembre 2020).

This research paper proposes avenues for reflection on the different discourses mobilized by media accounts of female participation in Islamic terrorism. Based on the attempted attacks by a group of women in Paris and Boussy-Saint-Antoine in September 2016, the author identifies four categories of narratives. The first emphasizes the monstrous and pathological nature of the involvement of women in jihadist organizations. The second interprets this involvement as being motivated by affect and feelings of love. The third considers that jihadist organizations have repre-

sented a last resort for women lacking a sense of direction, animated by suicidal thoughts. Finally, the fourth insists on the instrumental dimension of said “female complicity” in a terrorist undertaking. These four categories of narratives have in common that they highlight the irrational and pathological dimension of this women’s commitment in jihadist organizations. In general, they echo “standard narratives” surrounding women involved in acts of political violence in the Western world.

least at the level of political communication. Firstly, the European dimension of deterrence translates into a concrete invitation, extended to partners who would be wishing to do so, to associate in deterrence-related exercises. Secondly, the articulation between conventional and nuclear becomes clarified. A connection is made at the political level, albeit without the creation of a continuum. Overall, as expected, this speech is political, but it also seems to claim to be more. The President of the Republic puts forward a disarmament agenda based on a realist perspective, taking into account the international context. He also develops an ethical thought on nuclear weapons, outlining a balanced path between “a moral absolute with no link to strategic realities” and “cynical return to a lawless power struggle.”



Research Paper No. 91 – 25 novembre.

« [Russian reinvestment in the Maghreb. Intersecting issues and perceptions](#) », by Flavien BOURRAT and Nawel DJAFFAR, 13 p. (traduction de la Note de recherche n° 91, parue le 28 février 2020).

As throughout the rest of the Arab world, Russia has reinvested in the countries of the Maghreb, with partially new objectives as compared to the past. If Algeria and Libya – favored partners during the Cold War era – remain the primary anchor points for Russian policy in this sub-region, Moscow is now taking care to further extend relations to Morocco and Tunisia. The Maghreb does not, however, represent a fundamental interest for Russia, but rather a source of economic and political opportunities. The security sector remains an important area of cooperation, notably with Algeria, where armament deliveries and officer training predominate. This redeployment is also facilitated by similarity between the views of current authorities and Vladimir Putin’s Russia concerning major regional politico-security issues, which nevertheless does not preclude a certain caution on the part of Maghreb partners regarding defense coordination. Beyond these objectives, Russian reinvestment could have eventual repercussions for sub-Saharan Africa, for which the Maghreb represents the gateway in Moscow’s eyes.



Research Paper No. 100 – 30 novembre.

« [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », by Yvan LLEDO-FERRER and Damien VAN PUYVELDE, 18 p. (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020).

The noticeable growth in the use of assassination as a political tool poses important questions about the role and limits of covert actions in international relations. These operations, located at the high end of the spectrum of capacities of intelligence services, constitute one of the most significant violations both of the national sovereignty of the country where an assassination takes place and of the most fundamental rights of individuals. This note examines six assassinations, sponsored by democratic or authoritarian regimes since 2010, with the goal of improving our understanding of the reasons for their use. Our analysis shows that even though intelligence services cannot always ensure the secrecy of these operations, their covert nature nevertheless provide their sponsors with a form of deniability. The majority of political and diplomatic costs born of the assassinations examined here seem to fade in time and therefore are negligible from the point of view of a political decision-maker. Given these conditions, we conclude that the use of assassination as a political tool is likely to become more widespread in the coming years.



Research Paper No. 90 – 27 novembre.

« [Rethinking nuclear deterrence. Analysis of the presidential intervention, February 7th, 2020](#) », by Tiphaine de CHAMPCHESNEL, 12 p. (traduction de la Note de recherche n° 90, parue le 17 février 2020).

On February 7th, 2020, President Emmanuel Macron gave a speech on deterrence. The fundamentals of the doctrine have not changed. However, two usual components of nuclear policy are shifting – at

LE COLLIMATEUR

LE PODCAST DE L'IRSEM



Épisode 78 – 3 novembre.

« [Jouer n'est pas tuer](#) », avec Alexandre JUBELIN et Antoine BOURGUILLEAU, 1 h 12.

« Le Collimateur » se replonge dans l'univers du wargame en compagnie d'Antoine Bourguilleau, journaliste et doctorant à Paris I, auteur de *Jouer la guerre* (Passés composés/Ministère des Armées).

Avec Alexandre Jubelin, il revient d'abord sur le terme de wargame, sa définition et son émergence à la fin du XVIII^e siècle puis son évolution dans le contexte particulier de l'espace germanique. Ils discutent ensuite de la modélisation de la guerre, de l'essor du wargame dans le domaine naval, notamment aux États-Unis et au Japon pendant l'entre-deux-guerres, et de leurs conséquences au cours de la Seconde Guerre mondiale. Enfin, ils abordent les limites du wargame et les raisons pour lesquelles la France reste en retard dans sa pratique ainsi que de l'applicabilité du wargame aux conflits contemporains, notamment à la contre-insurrection.



Épisode 79 – 10 novembre.

« [Où sont les femmes ? La difficile féminisation des armées](#) », avec Alexandre JUBELIN et Camille BOUTRON, 1 h 02.

« Le Collimateur » se tourne vers la question de l'imparfaite féminisation des armées françaises, en compagnie de Camille Boutron, chercheuse à l'IRSEM sur les questions de genre dans les conflits armés.

Avec Alexandre Jubelin, elle aborde tout d'abord le problème à l'échelle mondiale de la difficile quantification de la proportion des femmes dans les armées de la planète. Ils s'intéressent aux raisons de ce mouvement de féminisation. Puis ils se penchent sur le cas particulier de la France et détaillent les mouvements d'exclusion et de réinclusion des femmes dans l'armée française. Enfin, ils examinent les justifications qui sous-tendent la limitation de leur place au sein de l'armée, notamment l'idée de leur faiblesse physique.



Épisode 80 – 17 novembre.

« [La vertigineuse ascension de la marine chinoise](#) », avec Alexandre JUBELIN et Alexandre SHELDON DUPLAIX, 1 h 16.

« Le Collimateur » se penche sur un sujet militairement central et pourtant trop ignoré : la croissance incroyable de la marine de guerre chinoise depuis plus d'une décennie, en compagnie d'Alexandre Sheldon Duplaix, chargé de recherches et d'enseignement au Service historique de la Défense (SHD), et auteur de l'annuaire *Flottes de combat*.

Avec Alexandre Jubelin, il revient d'abord sur les origines de la faiblesse navale chinoise puis sur sa renaissance doctrinale et capacitaire, notamment liée à la figure du général Liu Huaqing et au problème de Taïwan avant de décrire en détail la montée en capacités de la marine chinoise, à partir d'une énorme flotte de sous-marins qui se modernise, ainsi que de porte-avions qui se multiplient à grande vitesse. Puis ils discutent des progrès de l'aéronavale chinoise ainsi que des progrès de la flotte de surface, en particulier en vue d'un dimensionnement sur Taïwan. Ils concluent en abordant la dimension mondiale des ambitions navales chinoises.



Dans le viseur #18 – 20 novembre.

« [Une gazelle survole Bambari](#) », avec Alexandre JUBELIN, 24 mn.

Pour la reprise des épisodes de « Dans le viseur », « Le Collimateur » inaugure un nouveau partenariat avec l'École de guerre-terre. Le commandant Romain raconte une mission de maintenance mécanique en République centrafricaine qui prend un tour inattendu.



Épisode 81 – 24 novembre.

« [La bataille du jihadisme en ligne](#) », avec Alexandre JUBELIN et Laurence BINDNER, 1 h 04.

« Le Collimateur » s'intéresse à la dimension numérique de la lutte contre l'État islamique, avec Laurence Bindner, co-fondatrice du JOS Project.

Après avoir décrit la genèse de cette activité, elle retrace la longue histoire de la lutte jihadiste pour la visibilité médiatique et son basculement vers internet et les réseaux sociaux, avant d'exposer les principales particularités de l'État islamique en ligne. Elle discute ensuite avec

Alexandre JUBELIN des modes opératoires de l'EI autour du moment-pivot de 2015, de la dialectique et des arbitrages des groupes jihadistes entre visibilité à fin de recrutement et cryptage, ainsi que de l'éventail de mesures répressives à prendre pour les combattre et de la production de contre-discours.



Dans le bunker #33 – 27 novembre.

« *Fury* » de David AYER (2014), par LCL Jean MICHELIN, 22 mn.

Pour le retour de « Dans le bunker », le lieutenant-colonel Jean Michelin analyse un très beau – et méconnu – film sur la Seconde Guerre mondiale, *Fury*, de David Ayer, avec notamment Brad Pitt, Shia LaBeouf, Michael Peña et Jon Bernthal.



Pour ne rien manquer de nos dernières diffusions, [ABONNEZ-VOUS !](#)

Retrouvez tous les épisodes du podcast de l'IRSEM, [Le Collimateur](#), sur [Spotify](#), [Itunes](#) et [irsem.fr](#).

PROJET ANR ARMY



ARMY – Analyse de la gestion militaire de la crise du coronavirus.

Le projet ANR sur la mobilisation des forces armées dans la crise sanitaire est en phase finale de préparation d'un questionnaire qu'elle administrera à un échantillon représentatif de 3 000 personnes en janvier et février 2021. Le questionnaire a pour objectif de connaître la perception de l'action des forces armées dans la crise sanitaire, ainsi que d'analyser la manière dont la Covid-19 modifie la perception des missions militaires. L'équipe du projet a par ailleurs commencé ses entretiens, notamment avec le personnel du service de santé des armées, et poursuivra au cours des prochains mois des entretiens avec les acteurs clés de la gestion de crise.

Le programme de recherche, Site web : <https://anarmy.hypotheses.org>

Adresse email : anarmy@sciencespo.fr

Twitter : [@ANR_Army](#)

PRIX

L'agence Novabox a récemment remporté deux prix pour l'organisation de la 1^{re} édition de La Fabrique Défense en 2020, une initiative du ministère des Armées copilotée par la DGRIS et l'IRSEM.

Un PRIX OR aux [TOP COM GRANDS PRIX CONSUMER 2020](#), catégorie Relations publiques (décerné le 4 novembre)



et un PRIX BRONZE aux [GRANDS PRIX DES STRATÉGIES DE COMMUNICATION 2020](#) de *Stratégies*, catégorie « Dispositifs événementiels de communication institutionnelle » (décerné le 28 septembre).



Rappelons que l'édition parisienne de La Fabrique Défense a été un véritable succès avec 90 stands, 150 intervenants et près de 6 500 participants. La Fabrique Défense s'inscrit dans le cadre du développement de la culture stratégique européenne et de la sensibilisation des jeunes aux enjeux de défense.

ÉVÉNEMENTS

5 novembre : Colloque [en ligne] « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance ».



Le 5 novembre 2020 s'est tenu le colloque international « Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance », organisé par l'IRSEM en partenariat avec l'Institut des Amériques, Radio France International et le magazine *Diplomatie*. Dans le respect des conditions sanitaires, l'événement « hybride » s'est déroulé avec des intervenants en visioconférence et d'autres depuis l'amphithéâtre Des Vallières à l'École militaire. Des experts français et nord-américains, issus des milieux académiques, institutionnels (Mission américaine de l'OTAN) et des think-tanks (American Enterprise Institute, Brookings), ont ainsi pu échanger sur la place des États-Unis dans un ordre mondial en pleine mutation. Alors que les résultats de l'élection américaine commençaient à être officialisés, ces regards transatlantiques croisés ont permis d'aborder les orientations de la politique étrangère d'une Amérique en crise autour de six panels d'experts.

Le premier panel a montré que la fin du mandat de Donald Trump coïncidait avec celle du modèle américain. Julien Toureille a rappelé que le Congrès, qui conditionne aussi les orientations de la politique étrangère américaine, était un enjeu de première importance dans les élections américaines. Les échanges ont également porté sur les crises intérieures qui divisent les Américains et favorisent leurs réflexes protectionnistes. Selon Jean-Baptiste Velut, l'administration Biden devrait poursuivre le *buy american* tout en encourageant le *fair trade* à l'international. Malgré l'ambivalence de la population américaine envers la mondialisation, Marie Gayte souligne qu'une frange de l'électorat reste fortement intéressée par les enjeux de politique extérieure comme l'illustrent

les chrétiens conservateurs qui sont parvenus à pousser leur propre agenda dans ce domaine. Dans le deuxième panel, l'historien Colin Dueck a pu échanger avec Frédéric Heurtebize et Maya Kandel, sur la persistance d'une politique étrangère nationaliste chez les Républicains après le trumpisme, en se fondant notamment sur les conclusions de son ouvrage *Age of Iron: On Conservative Nationalism*.

Les troisième et quatrième panels ont évoqué les nouvelles compétitions de puissance entre les États-Unis d'un côté, la Chine et la Russie de l'autre. Comme l'ont expliqué Emmanuel Dreyfus, Marlène Laruelle et Giovanna De Maio, la Russie n'est plus une priorité pour les États-Unis. Le fait est que les relations diplomatiques se sont sérieusement dégradées depuis l'ère Obama, à cause des crises ukrainienne et syrienne ainsi que du rapprochement Russie-Turquie. Les rivalités concernant le contrôle des armements – avec la sortie des États-Unis du traité de désarmement FNI – ainsi que l'inefficacité des sanctions émises par Washington sur le Kremlin, rendent toute coopération difficile à mettre en œuvre. De plus, l'alliance russo-chinoise se développe davantage, elle se diversifie et s'intensifie. Ce rapprochement inquiète les conseillers de la Maison Blanche.



Puis, autour de l'intervention de Zack Cooper, les chercheurs [Juliette Genevaz](#) et Antoine Bondaz ont débattu de la relation sino-américaine. Celle-ci est, d'après eux, fondée sur une rivalité qui repose sur une « opposition de valeurs » entre deux modèles : régime démocratique et régime autoritaire. Cette concurrence se déroule dans les domaines politiques, économiques et technologiques. De ce fait, des coalitions de plusieurs États pro-démocratie, menées par la nouvelle administration américaine, pourraient émerger sur ces sujets, afin de faire face à la menace chinoise.

Le cinquième panel consacré au Moyen-Orient a souligné qu'un désengagement américain semblait stratégiquement impossible tant les enjeux restaient primordiaux.

Pierre Pahlavi a démontré que les États-Unis, malgré les changements rhétoriques apportés par la nouvelle administration, demeureront sur une ligne dure vis-à-vis de l'Iran. Après la pression maximale appliquée par Donald Trump, Joe Biden devrait alterner entre dialogue et sanctions afin de limiter la capacité de nuisance iranienne à l'échelle moyen-orientale. L'élection de Biden est par ailleurs un soulagement pour le peuple iranien qui souffre des sanctions économiques. À l'inverse, une administration démocrate est préjudiciable à l'Arabie saoudite et au prince héritier Mohammed Ben Salman, selon [Fatiha Dazi-Héni](#). Enfin, [Amélie Férey](#) a rappelé l'intérêt et l'influence de l'État juif sur l'élaboration de la politique étrangère américaine. Il y aura sûrement, selon la chercheuse, une véritable rupture dans la relation entre Washington et l'État hébreu après la « bromance Trump et Netanyahu » même si un regain d'intérêt pour la question palestinienne paraît peu probable.

Lors du sixième panel sur les menaces hybrides et le contre-terrorisme, Stephan Tankel, Michael Polyack, [Élie Baranets](#), Arthur Quesnay et Benjamin Oudet ont abordé la manière dont les États-Unis et l'OTAN agissaient face à ces « guerres sans fin » – contre Al-Qaïda et l'État islamique. Dans ce combat asymétrique, les États-Unis devront trouver un moyen de réduire et de rééquilibrer leurs efforts, selon Stephen Tankel, chercheur au CNAS, qui prône un rééquilibrage entre les outils civils et militaires.



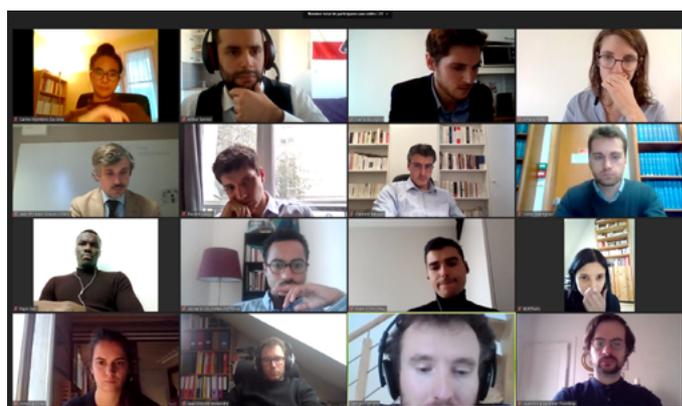
Dans un dernier panel de conclusion sur le devenir des alliances et leur capacité de résilience, le professeur Justin Massie a insisté sur la défiance qu'a créée l'administration Trump chez ses alliés transatlantiques et transpacifiques. Alors que la puissance américaine en déclin repose toujours sur les alliances qu'elle a bâties, les chercheurs [Pierre Haroche](#) et Martin Quencez ont souligné le manque de solidarité des alliés des États-Unis dû à

des intérêts nationaux divergents. Sont ainsi à l'étude de nouvelles formes de partenariats à travers les accords de libre-échange ou les alliances technologiques.

Les échanges nourris lors de ce colloque se sont poursuivis avec les partenaires de l'événement. Ainsi RFI, grâce à l'intervention de Marie-France Chatin, a réalisé deux émissions de « Géopolitique » en présence de [Maud Quessard](#), Pierre Haroche, Frédéric Heurtebize, Martin Quencez, [Paul Charon](#), Emmanuel Dreyfus et Arthur Quesnay, pour évoquer les enjeux stratégiques américains et les menaces hybrides. Le magazine *Diplomatie* travaille quant à lui, en partenariat avec l'IRSEM, à la publication d'un numéro au début de l'année 2021 qui reprendra les thématiques abordées lors du colloque à l'heure de l'administration Biden.

Philippe RAPHANAUD et Valentin VIGILANT
Assistants de recherche

10 novembre : Séminaire Jeunes Chercheurs [en ligne].



Le séminaire Jeunes Chercheurs a eu lieu par visioconférence, le 10 novembre, sous la direction de [Jean-Vincent Holeindre](#). Il s'est déroulé en deux temps. Tout d'abord, [Pierre Bourgois](#), [Damien Carrière](#) et [Amélie Férey](#) (post-doctorants à l'IRSEM) ont exposé leurs parcours et leurs travaux. Puis Jean-Philippe Giraud a présenté le Forum de la pensée mili-Terre du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC).

Pierre Bourgois est revenu sur son parcours d'enseignant-chercheur. Docteur en Science politique de l'Université de Bordeaux et chercheur associé à l'Institut de recherche Montesquieu (IRM) et à l'IRSEM, il a soutenu une thèse, en novembre 2018, intitulée « Est-il l'un des leurs ? Francis Fukuyama et le néoconservatisme américain ». Dans ce travail, il cherchait à montrer que Francis Fukuyama, qui a première vue entretient de nombreuses divergences avec les membres du courant, que ce soient les premiers néoconservateurs ou ceux

de la génération post-guerre froide, partage en réalité l'essence idéologique même du néoconservatisme, en politique intérieure comme en politique étrangère, et qu'il en constitue même la clé d'interprétation idéale. Pierre Bourgois a ainsi pu présenter le contenu de ses recherches, qui s'inscrivent avant tout dans les champs de la théorie politique et des relations internationales. À cet égard, travaillant notamment, depuis ses recherches doctorales, sur la question du transhumanisme prise au sens large, il s'est progressivement spécialisé sur sa dimension militaire et la thématique du soldat augmenté. Celle-ci est d'ailleurs au cœur de ses recherches postdoctorales, comme ce fut le cas lors de son postdoctorat « Ambassadeur » financé par la Direction générale des relations internationales et de la stratégie (DGRIS) en 2019/2020 et réalisé au sein du Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS) de l'University of California, Irvine, ou bien sûr, depuis octobre 2020, dans le cadre de son postdoctorat au sein de l'IRSEM. À ce titre, il est revenu sur l'importance d'effectuer des séjours de recherche à l'étranger, comme il a pu le faire en 2015 à l'University of California, Berkeley et donc, en 2019/2020, à l'University of California, Irvine, et de nouer des liens forts avec les chercheurs et laboratoires internationaux. Par ailleurs, il a également souligné l'importance des publications (en français comme en anglais) dans la carrière de tout chercheur et celle, en parallèle, des diverses expériences d'enseignement. Son intervention s'est terminée par des échanges libres portant sur les bonnes pratiques liées au travail de thèse et aux perspectives d'après-thèse.

Ensuite, Damien Carrière a d'abord résumé ses recherches de thèse sur les gardiens de sécurité à Delhi dont un quart de million sont déployés dans les quartiers aisés avec, pour rôle essentiel, de marquer le territoire qu'ils surveillent – un système qui absorbe une partie de la main-d'œuvre surnuméraire. Il a ensuite brièvement présenté son travail à l'IRSEM sur les Forces armées de police (CAPF) en Inde qui forment la colonne vertébrale d'un État faisant face à des crises multiples. Les CAPF, constituées de six corps totalisant plus de 900 000 hommes qui dépendent du ministère de l'Intérieur, sont chargées du maintien de l'ordre dans les villes comme de la protection des frontières. Elles interviennent dans des opérations de contre-insurrection. Elles rendent aussi possible l'exploitation des ressources naturelles et minières, en dépit des résistances des populations locales. Au début de la crise de la Covid-19, les premiers malades en quarantaine ont été regroupés dans un hôpital des CAPF. Damien Carrière observe la manière dont elles sont mobilisées pour la sta-

bilité du pays à travers cette crise sanitaire et ses conséquences économiques et sociales. Son intervention a été suivie par une discussion sur le déroulé et l'écriture de la thèse, ainsi que sur le manque d'opportunités ouvertes aux jeunes docteurs.

Puis Amélie Férey a retracé son parcours académique d'enseignant-chercheur en soulignant son caractère international acquis à la suite de séjours de recherche aux États-Unis (Université de Columbia et de Chicago) et en Israël (Université de Tel Aviv et Université hébraïque de Jérusalem). Réalisés dans le cadre de sa thèse portant sur les politiques d'assassinats ciblés en Israël et aux États-Unis, ils ont été nécessaires pour mener une enquête de terrain s'appuyant sur des entretiens semi-directifs avec des acteurs clés des processus de justification de ces pratiques. Elle a également détaillé sa double formation en théorie politique et en relation internationale et les avantages de la codirection, avant d'insister sur l'importance de la liberté intellectuelle dans l'expérience de thèse. Son intervention s'est conclue par l'énumération de bonnes pratiques, allant de la constitution de groupe de lecture entre doctorants à l'insertion dans des réseaux scientifiques et professionnels et à l'engagement dans l'enseignement au sein de l'université.

Enfin, Jean-Philippe Giraud, doctorant en histoire contemporaine à l'université de Bordeaux et co-animateur du Forum de la pensée mili-Terre du Centre de doctrine et d'enseignement du commandement (CDEC), a évoqué successivement la création de cette instance de réflexion, ses objectifs et ses activités. Implanté à l'École militaire, le CDEC est le référent de la doctrine d'emploi et le garant de l'enseignement militaire supérieur de l'armée de terre. Vecteur de rayonnement, l'animation de la pensée militaire au profit de l'efficacité opérationnelle des forces terrestres est au cœur de ses missions. Depuis 2019, son Pôle études et prospective anime un forum qui se veut avant tout un lieu d'échanges, à l'interface entre la recherche de Défense civile et militaire. À ce titre, il entretient un réseau de chercheurs en France et à l'étranger, avec pour objectif de valoriser leurs travaux auprès des décideurs militaires et de partager les priorités et les besoins de l'armée de terre. Le Forum est tout particulièrement intéressé par les réflexions menées par les doctorants, qu'il se propose de mettre en relation avec des responsables de l'armée de terre, dans le cadre de leur enquête de terrain.

**Pierre BOURGOIS, Damien CARRIÈRE,
Amélie FÉREY (IRSEM)
et Jean-Philippe GIRAUD (CDEC)**

19 novembre : Présentation de Michael DORSCH dans le séminaire « Conflits et économie de défense ».



Le séminaire « Conflits et économie de défense » reprend dans une version virtuelle avec la présentation de Michael Dorsch (Central European University) d'un travail de recherche intitulé « Mobility and policy responses during the COVID-19 pandemic in 2020 ». Ce travail a été réalisé en collaboration avec Gabriel Cepaluni et Daniel Kovarek et traite de la manière dont la mobilité géographique des populations affecte les politiques publiques mises en place pour lutter contre la pandémie de Covid-19. L'étude couvre la première vague de la pandémie mondiale et propose l'utilisation des données de climat comme variable instrumentale de la mobilité géographique. L'un des résultats principaux de cette recherche est que la mobilité géographique a un impact négatif sur la rigueur des réponses politiques à la Covid-19. Cette étude met ainsi en avant que la mobilité des populations agit comme une contrainte sur la capacité et/ou la volonté des décideurs publics d'imposer des réponses politiques à la pandémie. La discussion a été réalisée par Mathieu Couttenier (ENS Lyon) et a été suivie par un dialogue avec le public présent virtuellement.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense

20 novembre : Atelier Club Phoenix : « Nouvelles technologies (IA, 5G) : enjeux juridiques et stratégiques ».



(Photo © Louis Perez)

Le 20 novembre 2020 s'est tenu en ligne un atelier dans le cadre du Club Phoenix de la DGRIS sur le thème des enjeux juridiques et stratégiques des nouvelles technologies. La discussion a été animée par [François Delerue](#), chercheur cybersécurité et cybersécurité à l'IRSEM qui, en introduction, s'est attaché à mettre en évidence les enjeux qui entourent le développement et le déploiement de l'intelligence artificielle et de la 5G. Ces enjeux de régulation des nouvelles technologies sont au cœur des travaux de recherche des deux intervenants, qui ont été présentés en première et deuxième partie de cet atelier. La présentation de Louis Perez, doctorant en droit international à l'université Paris 2 Panthéon-Assas et doctorant soutenu par l'IRSEM, portait sur « L'influence des entreprises sur les processus internationaux de régulation de l'intelligence artificielle ». Mark Corcoral, doctorant au Centre de recherches internationales (CERI) de Sciences Po et doctorant soutenu par l'IRSEM, a quant à lui fait une présentation intitulée « L'affaire Huawei dans le déploiement de la 5G : un enjeu stratégique peut en cacher un autre ». En troisième partie de l'atelier, une discussion a été engagée entre les intervenants, le modérateur et les participants.

François DELERUE (IRSEM) et Axelle DJAMA (DGRIS)

24 novembre 2020 : Séminaire de recherche « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? »



François Delerue, chercheur cyberdéfense et droit international à l'IRSEM, a présenté ses travaux en séminaire de recherche. Intitulée « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? », sa présentation était fondée principalement sur un article en anglais qu'il prépare actuellement, « Is international law fading away in state practice on cyber operations? ». Cet article a fait l'objet d'une communication en anglais, le 12 novembre dernier, à la conférence annuelle du programme sur les cybernormes (*The Hague Program on Cyber Norms*) du département de relations internationales de l'Université de Leyde (Pays-Bas).

Le point de départ de cette recherche est que, malgré la place centrale qu'occupe le droit international dans les discussions internationales, lorsqu'il s'agit de la pratique des États, il semble s'effacer. En d'autres termes, le droit international semble être absent ou perçu comme un concept abstrait sans application concrète dans la pratique des États concernant les cyberopérations. L'article présenté a un double objectif : premièrement, se demander pourquoi les États promeuvent le droit international dans les discussions internationales et dans leurs déclarations, mais n'en font aucune application dans leur pratique. Deuxièmement, évaluer les conséquences de cette approche schizophrénique sur le droit international et le cadre de comportement responsable des États, et plus largement sur la paix et la sécurité internationales. En outre, cet article met en perspective la disparité des approches entre les États.

François DELERUE
Chercheur Cyberdéfense et droit international

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS



Élie BARANETS

- Modérateur d'un panel pour le colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Pierre BOURGOIS

- Communication : « French Reactions to the US Election », Reactions to the US Election from Around the World: A GPACS Special Event, Center for Global Peace and Conflict Studies (CGPACS), University of California, Irvine, 5 novembre 2020.

- Intervention au séminaire Jeunes Chercheurs de l'IRSEM, 10 novembre 2020.

- Communication : « Penser le "soldat augmenté" de la science-fiction à la réalité », Journée d'études « Les mondes possibles à l'aube du XXI^e siècle : de la théorie littéraire à de nouvelles réalités », Université de Pau et des pays de l'Adour, 19 novembre 2020.

- Communication : « Democratic Powers and the Development of the Enhanced Soldier », International Studies Association (ISA) – Midwest 2020 Conference, St. Louis, Missouri (États-Unis), 22 novembre 2020.



Flavien BOURRAT

- Publication : avec Nawel Djaffar, « [Russian reinvestment in the Maghreb. Intersecting issues and perceptions](#) », Research Paper No. 91 (traduction de la Note de recherche n° 91, parue le 28 février 2020), IRSEM, 25 novembre 2020.



Camille BOUTRON

- Podcast : « [Où sont les femmes ? La difficile féminisation des armées](#) », « Le Collimateur », IRSEM, 10 novembre 2020.

- Publication : « [Media accounts of female terrorism. The case of the "Commando of Notre-Dame"](#) »,

Research Paper No. 105 (traduction de la Note de recherche n° 105, parue le 22 septembre 2020), IRSEM, 23 novembre 2020.



Damien CARRIÈRE

- Intervention au séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, 10 novembre 2020.
- Article : avec Priyam Tripathy, « [Filtering density and doing the maintenance work](#) », *Urban Geography*, 27 novembre 2020.



Tiphaine de CHAMPCHESNEL

- Publication : « [Rethinking nuclear deterrence. Analysis of the presidential intervention, February 7th, 2020](#) », Research Paper No. 90 (traduction de la Note de recherche n° 90, parue le 17 février 2020), 27 novembre 2020.



Paul CHARON

- Intervention : « Anticipating Strategic Surprises: approaches, issues, and methods », dans le cadre du Máster Interuniversitario en Analista de Inteligencia de l'université Rey Juan Carlos de Madrid, 6 novembre 2020.

- Intervention : « La désinformation dans les relations internationales contemporaines », dans le cadre de la préparation aux concours administratifs de l'IPAG, 12 novembre 2020.

- Intervention sur les méthodes de construction de scénarios d'anticipation (techniques d'analyse structurée) sur le thème « L'avenir de la Russie à l'horizon 2035 » au profit des auditeurs de la 73^e session nationale « Politique de défense » de l'IHEDN, 16 novembre 2020.

- Participation à la table ronde « Ingérence étrangère : l'arme de la désinformation », organisée par la fondation Descartes, dans le cadre de l'événement Médias en Seine de France Info et *Les Échos*, avec Frédéric Douzet et Jean-Baptiste Jeangène Vilmer, 19 novembre 2020.

- Intervention : « Les opérations de désinformation dans le contexte de la Covid-19 », au profit des auditeurs du GIFAS, Sciences Po, 20 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Géopolitique » présentée par Marie-France Chatin sur le thème « Les menaces hybrides : un enjeu stratégique prioritaire ? », avec Emmanuel Dreyfus et Arthur Quesnay, RFI, 21 novembre 2020.

- Intervention : « La souveraineté et les opérations d'influence contemporaines », au profit des auditeurs de la 57^e session nationale « Armement et économie de défense » de l'IHEDN, 27 novembre 2020.



Fatiha DAZI-HÉNI

- Article : « [The Gulf States and Israel after the Abraham Accords](#) », Arab Reform Initiative, 6 novembre 2020.

- Participation [en ligne] au jury de thèse de Thibault Klinger : « L'aménagement du territoire et l'identité nationale du Sultanat d'Oman », sous la direction de Marc Lavergne, Université de Tours, École doctorale Sciences de la société : Territoires, Économie, Droit, 23 novembre 2020.



François DELERUE

- Présentation [en ligne] : « Comparing State practice and State discourse on the International Law Applicable to Cyber Operations », conférence organisée par le ministère des Affaires étrangères de la République tchèque en marge de l'Annual Conference on Information Security, 22 octobre 2020.

- Publication : avec Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.

- Publication : avec Frédéric Douzet & Aude Géry, « [Les représentations géopolitiques du droit international dans les négociations internationales sur la sécurité et la stabilité du cyberspace](#) », Étude n° 75/« [The geopolitical representations of international law in the international negotiations on the security and stability of cyberspace](#) », Report No. 75, IRSEM/EU Cyber Direct, 67 p. et 63 p., 10 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] : « Is international law fading away in state practice on cyber operations? », third Conference on Cyber Norms « [Moving Forward: Fragmentation,](#)

[Polarization and Hybridity in Cyberspace](#) », organisée par The Hague Program on Cyber Norms, Leiden University, 10-12 novembre 2020, La Haye, Pays-Bas, 11 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] : « Cyber operations by non-state actors », expert meeting « Addressing Gaps in the International Regulation of Warfare and Dual-Use Technologies: States, Private Sector, Non-State Armed Groups », organisé par le TMC Asser et le ministère des Affaires étrangères des Pays-Bas, 11 novembre 2020.

- Participation en tant que président à l'atelier [en ligne] « Enjeux liés aux nouvelles technologies numériques et la cybersécurité », Club Phoenix, DGRIS, 20 novembre 2020.

- Interview : « [Menace sur les élections : une équipe de juristes internationaux se mobilise pour protéger nos démocraties des ingérences et des fraudes](#) », Atlantico, 22 novembre 2020.

- Présentation [en ligne] en séminaire de recherche de l'IRSEM sur le thème « La cyberdéfense : une innovation échappant au droit international ? », 24 novembre 2020.

- Participation à l'atelier [en ligne] « Cyber Due Diligence Obligations in International Law: Theory and Practice », organisé par the Oxford Institute for Ethics, Law and Armed Conflict (ELAC), Université d'Oxford, avec le soutien financier de Microsoft, 26-27 novembre 2020.

- Intervention [en ligne] : dans le cours du Pr Nele Leosk (ambassadeur itinérant pour les affaires numériques d'Estonie), « Digital Governance », Université Technologique de Tallinn, Estonie, 27 novembre 2020.



Cécile FAUCONNET

- Publication : « [Le rôle d'architecte des connaissances des grandes entreprises de défense](#) », Note de recherche n° 108, IRSEM, 18 novembre 2020.

- Organisation du séminaire « Conflits et économie de défense » [en ligne], IRSEM, 19 novembre 2020.



Amélie FÉREY

- Article : « [L'implication de l'armée israélienne dans la gestion de la pandémie de Covid-19](#) », Brève stratégique n° 12, IRSEM, 4 novembre 2020.

- Participation au panel 5 « Moyen-Orient, l'impossible désengagement ? » avec le Dr Pierre Pahlavi (Collège de Défense canadien) et le Dr Fatiha Dazi-Héni (IRSEM), au colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.

- Publication : « [L'élection de Joe Biden vue d'Israël](#) », *The Conversation*, 9 novembre 2020.

- Intervention : Séminaire Jeunes Chercheurs, IRSEM, Paris, École militaire, 10 novembre 2020.

- Interview sur les révélations du NYT concernant l'élimination d'Al Masri par les services israéliens en Iran, Journal de 18 h, RTL, 15 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Décryptage » de Romain Auzouy sur la politique étrangère américaine en direction des Palestiniens, RFI, 23 novembre 2020.



Juliette GENEVAZ

- Modération de la première table ronde de la journée d'études « Les réceptions et impacts territoriaux de la Belt and Road Initiative en Eurasie », INALCO (université de Paris), 2 novembre 2020.

- Modération de la quatrième table ronde « États-Unis/Chine » du colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Pierre HAROCHE

- Participation en tant que discutant au colloque international « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.

- Participation avec Maud Quessard à l'émission « Géopolitique » sur la politique étrangère américaine, RFI, 7 novembre 2020.



Jean-Vincent HOLEINDRE

- Participation à l'émission « [Le temps du débat](#) » sur France Culture, 18 novembre 2020.
- Tribune (collective) : « [Guerre et terrorisme : ne pas se tromper de cible](#) », *L'OBS*, 21 novembre 2020.



Jean-Baptiste JEANGÈNE VILMER

- Chapitre : « Fighting Information Manipulation: The French Experience », in S. Jayakumar, B. Ang et N. D. Anwar (eds), *Disinformation and Fake News*, Singapour, Palgrave Macmillan, 2020, p. 75-89.
- Tribune (collective) : « [Guerres et terrorisme : ne pas se tromper de cible](#) », *L'OBS*, 21 novembre 2020.
- Conférence : « Les manipulations de l'information », Centre des hautes études militaires (CHEM), École militaire, Paris, 3 novembre 2020.
- Table ronde : « Ingérences étrangères : l'arme de la désinformation », 3^e édition de Médias en Seine, Maison de la Radio, Paris, 19 novembre 2020.



Édouard JOLLY

- Publication : avec François Delerue, Léa Michelis, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.
- Intervention : « Qu'est-ce qu'une puissance politique dans les relations internationales au 21^e siècle ? », Paris 2-IPAG, 25 novembre 2020.



Anne MUXEL

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.

- Invitée de l'émission de Frédéric Words « Temps présent » sur le thème « Les jeunes et les vieux », en débat avec Pierre-Henri Tavoillot, France Culture, 6 novembre 2020.



Florian OPILLARD

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.



Angélique PALLE

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Léa Michelis, Anne Muxel et Florian Opillard, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.
- Publication : *The Interconnection of the Turkish and Intercontinental European Power Networks: Implications and Potentials*, GRF Young Academics Program Publications, Policy Paper Series, n° 14, octobre 2020.



Maud QUESSARD

- Publication : « Élection présidentielle et guerres de l'information numériques : quels dangers pour la démocratie américaine ? », *Diplomatie*, n° 107, novembre-décembre 2020, p. 80-84.
- Intervention : « Le bilan de la politique extérieure de Donald Trump », dans l'édition spéciale élections américaine présentée par Guillaume Naudin, RFI, 3 novembre 2020.
- Organisation et présidence du colloque international IRSEM-Institut des Amériques « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.
- Intervention au journal des Amériques spécial élections américaines, RFI, 5 novembre 2020.
- Intervention à l'émission spéciale USA présentée par Jean-Baptiste Boursier, BFMTV, 6 novembre 2020.
- Intervention à l'émission spéciale élections américaines présentée par Jean-Baptiste Boursier, BFTV, 7 novembre 2020.

- Intervention à l'émission « Géopolitique » présentée par Marie-France Chatin, « USA 2020-2024 : quels choix de politique étrangère dans le contexte de compétition de puissances ? », RFI, 7 novembre 2020.

- Interview pour NPR, US National Public Radio, avec Eleanor Beardsley bureau de Paris, 8 novembre 2020.

- Entretien sur les guerres de l'information contemporaines avec Nicolas Barotte, *Le Figaro*, 9 novembre 2020.

- Conférence en ligne « Les enjeux stratégiques américains et l'élection présidentielle américaine 2020 », UOCA, 10 novembre 2020.

- Interview pour NPR, US National Public Radio, avec Rob Schmitz bureau de Berlin, Central Europe Correspondant, 12 novembre 2020.



Nicolas REGAUD

- Animation de la table ronde « Alliances et résilience » au colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) », IRSEM, Paris, École militaire, 5 novembre 2020.



Benoît de TRÉGLODÉ

- Invitation au [journal en vietnamien](#) de RFI (Les élections américaines, perceptions du Viêt Nam), 9 novembre 2020.

- Participation à l'émission « Culture Monde », focus « [Le "miracle vietnamien" : une aubaine pour les pouvoirs en place ?](#) », France Culture, 10 novembre 2020.

- Participation à l'Assemblée générale du Centre Asie du Sud-Est (CASE) de l'EHESS-CNRS (UMR 8170), 19 novembre 2020.

- Participation à la réunion de lancement d'un encadrement Master à MGU (université Lomonossov à Moscou), 23 novembre 2020.



Océane ZUBELDIA

- « L'impact géopolitique de l'utilisation des drones armés (2001-2020) », *La Revue diplomatique*, Institut EGA, n° 11, novembre 2020, p. 84-87.

ACTUALITÉ DES CHERCHEURS ASSOCIÉS ET DES DOCTORANTS RÉSIDENTS



Julien FRAGON

- Article : « [L'antiterrorisme à la française : répression, prévention, anticipation](#) », *The Conversation*, 28 septembre 2020.



Yvan LLEDO-FERRER

- Publication : avec Damien Van Puyvelde, « [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », Research Paper No. 100 (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020), IRSEM, 30 novembre 2020.



Léa MICHELIS

- Publication : avec François Delerue, Édouard Jolly, Anne Muxel, Florian Opillard et Angélique Palle, « [Covid-19 et mobilisation des forces armées en Europe et aux États-Unis](#) », Note de recherche n° 107, IRSEM, 5 novembre 2020.



Carine MONTEIRO DA SILVA

- Intervention [en ligne] : « Les usages stratégiques du droit », dans le cadre de la Préparation générale aux concours externes de l'Institut de préparation à l'administration générale (IPAG), 18 novembre 2020.

- Intervention [en ligne] : « La stratégie chinoise des "Trois guerres" », dans le cadre du cours de Paul Charon, « La Chine dans les relations internationales », Master 1 de relations internationales, université Paris 2, 30 novembre 2020.



Damien VAN PUYVELDE

- Publication : avec Yvan Lledo-Ferrer, « [Assassination. An increasingly uninhibited instrument of power](#) », Research Paper No. 100 (traduction de la Note de recherche n° 100, parue le 28 mai 2020), IRSEM, 30 novembre 2020.

VEILLE SCIENTIFIQUE

ÉTATS-UNIS

QUELLES PERSONNALITÉS AUTOUR DU PRÉSIDENT ÉLU JOE BIDEN POUR LA CONDUITE DE LA POLITIQUE ÉTRANGÈRE ET DE LA POLITIQUE DE DÉFENSE ?

John WAGNER, Paulina FIROZI, « [Biden announces foreign policy, national security team](#) », *The Washington Post*, 23 novembre 2020.

Aaron MEHTA, « [Michèle Flournoy could become the first woman to run the Pentagon. Here's what would change](#) », *Defense News*, 8 novembre 2020.

« [How I Got Here: Michèle Flournoy, A conversation with Michèle Flournoy](#) », *Foreign Affairs*, 9 septembre 2020.

Malgré les réticences voire l'opposition de Donald Trump et de son équipe à reconnaître leur défaite à l'élection présidentielle et entamer la transition de pouvoir, le président élu Joe Biden commence à composer l'administration qui l'accompagnera dans son mandat. Le président élu a ainsi nommé Ron Klain chef du cabinet et Jake Sullivan conseiller à la sécurité nationale. Lundi 23 novembre, Joe Biden a également confirmé que Anthony Blinken (secrétaire d'État adjoint de 2013 à 2015 dans l'administration Obama) occuperait le poste de secrétaire d'État, que l'ambassadrice auprès des Nations unies serait Linda Thomas-Greenfield et, enfin, que John Kerry serait envoyé présidentiel spécial pour le climat.

Après avoir été pressentie dans la potentielle administration de Hillary Clinton en 2016, Michèle Flournoy est aujourd'hui considérée comme la principale candidate au poste de secrétaire de la Défense dans l'administration Biden. Avec une carrière au Pentagone qui commence sous Bill Clinton et se poursuit sous Obama et une grande expérience dans les think tanks grâce à la fondation de son institut bipartisan CNAS (Center for a New American Security), elle est très respectée dans le monde de la défense. Les 5 priorités qu'elle dresse dans son interview à *Defense News* devraient également faire consensus au Congrès. Elle entend mettre l'accent sur la compétition technologique, en misant sur l'intelligence artificielle. Elle souhaite aussi réduire les coûts du budget de la défense en abandonnant certains équipements jugés obsolètes tout en faisant évoluer la modernisation de l'arsenal nucléaire. Ses autres priorités seraient

de restaurer l'équilibre entre civils et militaires au sein du Pentagone et de poursuivre une ligne dure face à la Chine.

Dans son entretien sur sa carrière accordé à *Foreign Affairs*, Michèle Flournoy fait part de l'importance qu'elle accorde au travail d'équipe dans le bon fonctionnement d'une organisation comme le Pentagone où travaillent ensemble des civils, des militaires, des politiques, des chercheurs, etc. Ayant déjà occupé des postes à hautes responsabilités, elle est reconnue pour sa gestion du personnel, un autre atout à prendre en compte pour une potentielle nomination au poste de secrétaire à la Défense.

Michèle A. FLOURNOY, « [How to Prevent a War in Asia. The Erosion of American Deterrence Raises the Risk of Chinese Miscalculation](#) », *Foreign Affairs*, 18 juin 2020.

Dans cet article publié par *Foreign Affairs*, Michèle Flournoy expose sa vision stratégique de la compétition qui oppose les États-Unis et la Chine et qui atteint des niveaux de tension inégalés. En effet, la diminution de la crédibilité américaine causée par les problèmes politiques internes, la mauvaise gestion de la pandémie et la stratégie du « pivot vers l'Asie » qu'elle juge non accomplie – au vu du nombre de troupes stationnées en Asie qui n'a pas changé – discréditent la capacité de dissuasion américaine. En parallèle, les décideurs chinois bénéficient d'une Armée de libération du peuple qui s'est grandement développée en taille et en capacité ces deux dernières décennies. Par ailleurs, pour Michèle Flournoy, les décideurs chinois remettent en cause les velléités américaines de garantir un parapluie militaire pour l'ensemble de la zone indopacifique. Selon elle, l'absence d'une forte dissuasion américaine augmente le risque que la Chine commette une erreur stratégique de jugement en sous-estimant la réponse américaine à une de ses provocations, ce qui pourrait conduire tout droit à la guerre, scénario que souhaitent éviter les deux puissances. La Chine travaille à l'amélioration de ses capacités pour empêcher les États-Unis de projeter leur force militaire en Asie de l'Est et leur ôter toute supériorité terrestre, maritime, aérienne et spatiale.

Michèle Flournoy dresse donc un tableau des objectifs à atteindre pour pallier ces risques et s'affirmer face à la Chine. Malgré les futures contraintes budgétaires imposées par la crise actuelle, le Pentagone devra, selon elle, largement investir dans les nouvelles technologies pour être à la hauteur de ce compétiteur à la pointe dans ce domaine : nouveaux systèmes d'armement, recrute-

ment d'experts en technologie, intelligence artificielle, systèmes aériens et maritimes autonomes et mobiles, missiles hypersoniques de précision longue-portée, etc. Enfin, afin de réaffirmer leur force de dissuasion face à la Chine, les États-Unis devront revendiquer leur volonté d'engagement dans la zone indopacifique. Cette réaffirmation passe, selon Michèle Flournoy, par une augmentation des troupes dans la région, des exercices militaires conjoints et un renforcement des relations avec les partenaires tels que la Corée du Sud ou le Japon. La compétition avec la Chine n'est pas seulement militaire mais aussi économique, politique, technologique et idéologique, et les États-Unis doivent s'appuyer sur un de leurs grands atouts : les alliances. Alors que la Chine continue de propager son influence avec la signature d'un accord de libre-échange régional le 15 novembre dernier, Michèle Flournoy est plus que jamais consciente de la nécessité d'intensifier la présence militaire américaine dans la région tout en laissant des portes ouvertes au dialogue stratégique entre les deux pays, notamment en ce qui concerne les domaines potentiels de coopération.

L'IMPORTANCE DE LA GUERRE INFORMATIONNELLE EN SYRIE ET EN IRAK

Seth J. FRANTZMAN, « [The War for the Future of Syria and Iraq Will Be Fought on Smartphones](#) », *Foreign Policy*, 4 octobre 2020.

Seth J. Frantzman est un expert du Moyen-Orient, analyste au *Jerusalem Post* et directeur de l'Institut Middle East Center for Reporting and Analysis. Auteur du livre *After ISIS: America, Iran and the Struggle for the Middle East*, il analyse dans cet article, publié par *Foreign Policy*, le rôle grandissant de la guerre informationnelle dans le conflit en Iraq et en Syrie. À l'heure où les forces américaines continuent la lutte antiterroriste tout en voyant leurs effectifs diminuer, les contre-offensives informationnelles menées notamment par les organes d'information des régimes russe et syrien sur les réseaux sociaux, sont fortement dommageables pour l'image de l'armée américaine et de la coalition internationale. Cette lutte informationnelle mine la confiance des populations dans la lutte anti-Daech menée par les forces alliées depuis 2014. Dans un contexte de recrudescence d'attaques dirigées contre les troupes américaines, Seth J. Frantzman rappelle que de nombreuses photos et vidéos circulant sur les réseaux sociaux discréditent les militaires, un défi que les décideurs se doivent de prendre au sérieux, selon l'analyste qui explique pourquoi et comment agir.

L'article reprend notamment les propos du colonel Myles Caggins, porte-parole de la coalition anti-Daech menée par les États-Unis. Il a pour mission de lutter contre la propagande ennemie. Le colonel Caggins rend compte de l'importance de la perception de la mission par les populations locales et souligne pour cela le rôle crucial des porte-parole de la coalition anti-Daech dans l'établissement d'un lien apaisé entre les forces armées et les populations. Il ne s'agit plus simplement de réagir aux actualités mais de diriger les discours dans un sens précis tout en contrant les manipulations de l'information. La pandémie empêche les soldats de sortir de leur base pour établir des contacts avec la population. Dans ce contexte, le rôle des *public affairs officers*, acteurs majeurs de la diplomatie publique, est d'autant plus prépondérant pour la communication stratégique. La coalition agit déjà dans la guerre de l'information et communique avec ses partenaires grâce à son compte Twitter, mais l'utilisation de cet outil n'est ni assez développée ni assez efficace. À titre de comparaison, l'État d'Israël a pleinement saisi l'ampleur de l'enjeu et y a répondu en créant un « ministère des Affaires stratégiques et de la Diplomatie publique ». Grâce à l'expérience acquise dans les précédents conflits, cet organe israélien sait que publier en premier l'information, permet de déterminer le scénario à donner à un événement et peut grandement influencer l'issue d'un conflit. Les ennemis sur le terrain ont déjà une bonne maîtrise de ces outils et l'essor des smartphones leur permet d'enregistrer et de diffuser le moindre incident. Ils nuisent ainsi efficacement à la réputation, et donc à l'action de la coalition internationale.

L'analyse de Seth J. Frantzman met en perspective les velléités des responsables de l'armée américaine, conscients du rôle capital de l'information et surtout de la vitesse avec laquelle elle est diffusée ou propagée. Pour ne pas renouveler l'échec médiatique retentissant du Vietnam, le Pentagone avait, lors de la guerre du Golfe, permis à des journalistes accrédités de suivre et rendre compte des opérations afin de mettre en place une communication stratégique contrôlée et efficace, envers les populations occidentales et moyen-orientales. Selon Frantzman, il est nécessaire de poursuivre cet effort de communication d'abord envers les populations locales. Dans cette guerre de l'information, Caggins souhaite armer les soldats de smartphones afin de rendre compte de leur travail de terrain auprès des populations locales et de favoriser une bonne image des forces de la coalition.

L'article rappelle enfin que l'obstacle majeur est le manque de rapidité de la réponse dans les actions médiatiques et numériques contre-offensives, sans doute en raison du

pois de la hiérarchie militaire. La bonne maîtrise de la communication stratégique demeure, selon l'auteur, un élément clé alors que l'heure est au retrait de la présence américaine en Irak et en Syrie.

Valentin VIGILANT
Assistant de recherche

SÉCURITÉ INTERNATIONALE

Brandon K. YODER et Kyle HAYNES, « [Signaling under the Security Dilemma: An Experimental Analysis](#) », *Journal of Conflict Resolution* [en ligne], novembre 2020.

Dans un article publié en ligne, pour l'instant, ce mois-ci par la revue *Journal of Conflict Resolution*, Brandon Yoder et Kyle Haynes se sont penchés sur un sujet classique, à savoir le dilemme de la sécurité. Les réalistes offensifs soutiennent que les États présument le pire à propos des intentions des autres États. Cela ne manque pas d'embarquer inexorablement ces derniers dans un cycle de compétition et de conflit, quand bien même les acteurs concernés ne seraient pas, au départ, animés d'intentions agressives. Pour d'autres auteurs, au contraire, de tels acteurs, à considérer qu'ils agissent toutefois de manière rationnelle, devraient toujours trouver une manière de signaler aux autres que la voie de la coopération est à privilégier. Ils envoient pour ce faire des signaux qui seraient trop coûteux pour eux d'envoyer s'ils étaient autre chose que des États animés d'intentions pacifiques. Un tel mécanisme est censé adoucir le dilemme de la sécurité et favoriser la coopération, y compris dans les situations de méfiance réciproque initiale. Il existe néanmoins peu de travaux empiriques sur le processus de réassurance entre États, pas plus qu'il n'en existe sur les conditions dans lesquelles les États bienveillants peuvent bâtir une relation de confiance. Yoder et Haynes s'attachent à combler cette lacune dans la littérature en recourant à la méthode expérimentale et notamment afin de tester les hypothèses proposées par Andrew Kydd. Leurs résultats confortent le modèle, en particulier au regard des « effets de direction ». Néanmoins, la fréquence de coopération observée est significativement moins élevée que celle prévue par ledit modèle, tandis que les possibilités de réassurance demeurent très sensibles au degré de confiance réciproque initiale entre États.

Élie BARANETS
Chercheur Sécurité internationale

BIBLIOTHÈQUE STRATÉGIQUE

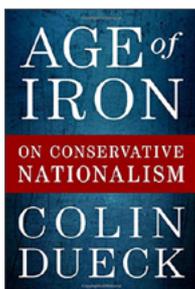


Samuel B. H. FAURE, *Avec ou sans l'Europe*, éditions de l'Université de Bruxelles, 2020, 208 p.

La coopération européenne, notamment autour des questions de défense, est un enjeu clé pour notre avenir et pour la souveraineté du continent. L'ouvrage *Avec ou sans l'Europe* de Samuel B. H. Faure, aux éditions de l'Université de Bruxelles, est l'un de ces livres qui, par l'étude d'une question particulière, illustre les grands enjeux contemporains, en particulier les défis à relever pour mener à bien des politiques publiques à l'échelle européenne.

Fondé sur plus de 150 entretiens, ce livre revient sur la politique française d'acquisition des technologies militaires et cherche à comprendre comment les élites de l'armement influencent ces politiques militaro-industrielles. L'auteur détaille le processus de décision des élites françaises qui ont amené à l'acquisition de trois grands programmes militaires : l'avion de transport A400M, l'avion de chasse Rafale et le système de drone Reaper. L'étude de ces trois programmes met en avant la manière dont les relations entre les élites de l'armement françaises et européennes ont conduit à des décisions aussi diverses que la coopération européenne, la production nationale et l'achat sur étagère américaine. Ce livre offre au lecteur une meilleure compréhension de l'acquisition militaire en France et illustre plus largement les freins et les accélérateurs à la coopération européenne en matière de défense et d'industrie.

Cécile FAUCONNET
Chercheuse Économie de défense



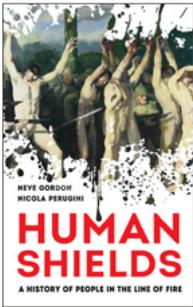
Colin DUECK, *Age of Iron: On Conservative Nationalism*, New York, Oxford University Press, 2019, 228 p.

Professeur de science politique à l'université George Mason, proche du think tank conservateur American Enterprise Institute, Colin Dueck a présenté son dernier ouvrage lors du colloque « [Les enjeux stratégiques américains à l'heure des nouvelles compétitions de puissance](#) » organisé par l'IRSEM, le jeudi 5 novembre 2020. Dans *Age of Iron*, le chercheur creuse le sillon tracé dans *Reluctant Crusaders* (2006) et *Hardline* (2010) et tente de comprendre la politique étrangère de

l'administration Trump en retraçant sa généalogie. Les positions de Donald Trump en matière de politique étrangère ne constituent ni une aberration ni un accident de l'histoire, tranche l'auteur, mais au contraire plongent leurs racines dans un nationalisme conservateur, terreau commun à tous les Républicains. Celui-ci repose sur un « patriotisme civique et démocratique » ainsi défini : attachement à un territoire donné, adhésion à l'idée que le monde est mieux gouverné par des États souverains que par des institutions supranationales, et accent placé sur la défense de la sécurité, des intérêts, des droits, des valeurs et du mode de vie américains. Cette vision du rapport des États-Unis au monde fut dominante jusqu'au paradigme internationaliste libéral énoncé en 1917 par le président Wilson. Face au défi que constitua ce dernier, les Républicains adoptèrent des approches différentes.

Modifiant légèrement la typologie développée dans *Hardline*, Dueck distingue trois écoles dont les fondements idéologiques sont restés stables du sortir de la Première Guerre mondiale jusqu'à nos jours. Relativement marginalisée depuis le début de la guerre froide, l'école « non interventionniste » se montre favorable aux accords commerciaux et au libre-échange mais hostile aux engagements militaires à l'étranger. Viennent ensuite les « faucons » ou « nationalistes durs » (*hardline nationalists*). D'un côté, ces derniers se montrent hostiles aux missions de maintien de la paix, au *nation building* et aux institutions intergouvernementales, estimant qu'elles entravent la souveraineté nationale ; de l'autre, ils soutiennent des budgets de défense élevés et les interventions militaires à l'étranger, notamment contre le terrorisme. Ces nationalistes durs ont largement soutenu Donald Trump et représentent désormais la part la plus importante de l'électorat républicain, estime Dueck. S'ils furent longtemps sous-représentés, faute de figures nationales charismatiques (à l'exception de Barry Goldwater, candidat malheureux du Parti républicain en 1964), ils n'en furent pas moins la force pivot au sein du GOP sur les questions de politique étrangère. Enfin, partisans d'un rôle actif de Washington dans le monde sur les plans économique, diplomatique et militaire, les internationalistes ont été depuis le début de la guerre froide la force dominante du GOP en politique étrangère. Longtemps sur-représentés au sein de l'*establishment* du parti, ces derniers, s'ils demeurent importants, apparaissent désormais en déclin. Pour l'emporter, estime Dueck, toute future administration républicaine devra distiller une synthèse des trois courants de politique étrangère.

Frédéric HEURTEBIZE
Chercheur associé à l'IRSEM



Neve GORDON et Nicola PERUGINI, *Human Shields. A history of people in the line of fire*, University of California Press, 2020, 312 p.

De Gaza à Raqqa, en passant par le Sri Lanka, l'Irak et l'ex-Yougoslavie, l'usage de boucliers humains – civils placés devant un objectif militaire – est devenu un fait significatif des conflits armés contemporains. La prolifération des boucliers humains accompagne les mutations contemporaines de la guerre, caractérisées par le développement de conflits asymétriques dans des environnements urbains, où la frontière entre civils et combattants tend à s'estomper. Devenue un acteur clé dans les rapports entre les États et les groupes armés, la figure du bouclier humain a surtout été étudiée sous l'angle juridique du droit international humanitaire, mais n'avait jamais encore été abordée historiquement. C'est cette lacune que Neve Gordon et Nicolas Perugini se sont efforcés de combler dans *Human Shields. A history of people in the line of fire*.

Professeurs de relations internationales à la Queen Mary University of London et à l'université d'Édimbourg, les deux chercheurs retracent dans cet ouvrage l'histoire des boucliers humains à l'ère moderne, de la guerre de Sécession à l'État islamique, avec des chapitres consacrés notamment aux deux guerres mondiales, à la guerre du Vietnam ou au conflit israélo-palestinien. Les boucliers humains sont également abordés dans le contexte civil, à travers les luttes des mouvements écologistes, féministes et antiracistes. La thèse principale des auteurs est l'idée d'une nature duale du bouclier humain : d'un côté, il a une fonction protectrice ; de l'autre, il révèle les structures de pouvoir qui soutiennent un ordre social, il met en lumière les relations institutionnalisées de pouvoir et de violence qui traversent une société. Étudier l'histoire des boucliers humains permet d'éclairer l'évolution de l'ordre politique et juridique mondial.

C'est la valeur assignée à la vie de certaines catégories de la population qui explique que leur vulnérabilité peut devenir une arme de dissuasion, tandis que la vie des autres est perçue comme dispensable et non fonctionnelle ; l'histoire des boucliers humains est l'histoire de ceux qui ont été inclus ou exclus du champ de l'humanité. Elle est aussi une histoire des corps, décrivant comment le corps humain est mobilisé dans des rapports de domination et de résistance. Les auteurs s'en servent comme point d'entrée pour examiner le fonctionnement du droit de la guerre, dévoiler les opérations de pouvoir qui s'y jouent

et l'infrastructure idéologique sous-jacente. Ils montrent ainsi que le droit international ne sert pas uniquement à limiter l'usage de la violence, mais permet parallèlement d'accompagner et de justifier son déploiement contre les populations civiles. D'inspiration constructiviste, cet ouvrage offre un point de vue éclairant sur les nouvelles formes de légitimation de la violence mobilisées par les puissances étatiques à l'heure des guerres asymétriques.

Romain DOUILLARD
Assistant de recherche

À VENIR

8 décembre : Round table « [2020-US Presidential elections and Alliances in Northeast Asia](#) », 11h-12h15. [Inscription obligatoire.](#)



The US alliance and relations between partners (Japan-ROK) faced many challenges and tensions under the Trump administration partly due to Donald Trump handling of the “burden sharing issue,” the Sumitries policy with North Korea and diverging attitude toward China. The speakers will consider how Donald’s trump approach to the Northeast Asia strategic landscape has impacted Japan and South Korea defense and foreign policy and the North Korea leadership. They will explore the policy implications of the recent US elections for Japan, South Korea and the perspective for US-North Korea relations.

Dr [Maud Quessard](#), IRSEM: “Introduction and Presentation.”

Ambassador Nobushige Takamizawa, Former Japan Permanent Representative to the Conference of Disarmament: “Japan Defense Strategy and the US-Japan Alliance.”

CDR [Marianne Péron-Doise](#), Research Fellow, Northeast Asia, Maritime Security, IRSEM: “South Korea Defense Strategy and the US-Korea Alliance.”

Dr Théo Clément, Research Fellow, Research Center on Korea, École des Hautes Études en Sciences sociales (EHESS), “North Korea leadership and the new US administration.”

8-10 décembre : Conference « [The regional stakes of India’s foreign policy](#) », IRSEM/CERI/GIGA. [Inscription obligatoire.](#)



This conference proposes a series of roundtable sessions on India’s foreign policy from a regional perspective. The objective of this event is to debate the regional stakes of India’s foreign policy today and their policy implications for France and Germany.

Today, the regional and the global dimensions of India’s foreign policy are interlinked in new ways, as some regions have become the stage of a new competition with China. Regional dynamics in South, Southeast, Central and West Asia increasingly overlap for India, which has included these sub-regions within what it labelled as its “extended neighbourhood.” In these sub-regions, political, trade, and investment dynamics as well as the proliferation of regional organizations have been stimulated by hegemonic and counter-hegemonic dynamics involving Asia’s two largest powers, China and India. China has invested billions in infrastructure projects across Asia as part of its Belt and Road Initiative (BRI). India has equally boosted its economic and political relations with various regional actors, albeit not to the same degree.

China and India’s unprecedented involvement in these regions poses a series of important questions. For instance, to what extent does their increasing competition for resources, markets and allies preclude cooperation based on shared interests in strategic stability or the safe access to resources? How do other regional actors perceive Chinese and Indian engagements? How do India and China manage their relations against the background of both competition in third countries and growing bilateral tensions? Lastly, to what extent have Indian foreign policy elites’ threat perceptions emanated from dynamic in South, Southeast and Central Asia and how has their sense of vulnerability contributed to their embrace of the

Indo-Pacific as a new regional complex? Those are some of the questions that will be explored during the conference.

Three regions, the Middle East, India's South Asian neighbourhood, and the Indo-Pacific, will be analysed and discussed in three roundtables held on Zoom.

À PARAÎTRE

13 janvier 2021 : Céline MARANGÉ et Maud QUESSARD (dir.), *Les Guerres de l'information à l'ère numérique*, PUF, 450 p.



Depuis la révolution numérique, les conflits géopolitiques se déploient dans des espaces virtuels dont la nature est en constante évolution. Qu'ils soient démocratiques ou autoritaires, les États adaptent leur stratégie de puissance de façon à mieux maîtriser les effets de la propagation instantanée de l'information, ainsi que ses nouvelles possibilités de manipulation. Certains utilisent le cyber et les médias pour porter atteinte à la souveraineté de leurs adversaires et perturber le fonctionnement de leur société et de leurs infrastructures de défense.

Cet ouvrage étudie les trois dimensions qui caractérisent les guerres de l'information. Il explore le fonctionnement technique des conflits informationnels (couches basses de l'Internet, ciblage et amplification). Il examine ensuite les stratégies de plusieurs acteurs-clés de la scène internationale (Chine, Russie, États-Unis, Grande-Bretagne, France, Japon), mais aussi d'États pivots (Iran, Israël) et de pays relativement isolés (Corée du Nord, Qatar).

Enfin, il s'interroge sur les réponses juridiques et institutionnelles apportées pour répondre à la désinformation et réguler ces nouveaux espaces de conflictualité.

Outre les deux éditrices scientifiques, [Céline Marangé](#) (ancienne chercheuse à l'IRSEM, actuellement chercheuse au Service historique de la défense) et [Maud Quessard](#) (directrice du domaine « Espace euratlantique - Russie »), plusieurs chercheurs de l'IRSEM ont contribué à cet ouvrage :

Maxime Audinet (chercheur Influence et menaces hybrides) et Céline Marangé : « La Russie : "l'espace informationnel" comme terrain de conflictualité ».

[Paul Charon](#) (directeur du domaine « Renseignement, anticipation et menaces hybrides » à l'IRSEM) : focus « Taïwan : laboratoire des manipulations de l'information chinoise ».

[Fatiha Dazi-Héni](#) (chercheuse Golfe – Moyen-Orient) : « Les monarchies du Golfe : les guerres de l'information dans la crise de juin 2017 ».

[François Delerue](#) (chercheur Cyberdéfense et droit international) : « Menaces numériques en période électorale ».

[Amélie Férey](#) (chercheuse post-doctorante sur la philosophie et l'éthique de la guerre) : « Israël : de la hasbara à la guerre cognitive ».

[Éric Gomez](#) (chercheur associé IRSEM) : 2 focus : « Le ciblage dans le militaire » et « La guerre électronique ».

[Jean-Baptiste Jeangène Vilmer](#) (directeur de l'IRSEM) : préface et « Panorama des mesures prises contre les manipulations de l'information ».

[Marianne Péron-Doise](#) (chercheuse Asie du Nord, stratégie et sécurité maritimes) : « Corée du Nord : la stratégie informationnelle de Kim Jong-un ».